

LES PARTIS POLITIQUES : LA FIN D'UN CYCLE HISTORIQUE

Serge Bernstein

Editions Esprit | « Esprit »

2013/8 Août/septembre | pages 28 à 39

ISSN 0014-0759

ISBN 9791090270190

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/vue-esprit-2013-8-page-28.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Esprit.

© Editions Esprit. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les partis politiques : la fin d'un cycle historique

Serge Bernstein*

LE parti politique apparaît comme un témoin du fonctionnement des sociétés humaines, situé à l'articulation entre les peuples et le pouvoir et permettant d'évaluer la nature de celui-ci. Or c'est ce lien fondamental que l'évolution contemporaine de l'univers mondialisé paraît rompre, conduisant à s'interroger sur la pérennité de partis politiques dont les structures comme les fonctions paraissent en discordance par rapport aux réalités du monde contemporain.

Un phénomène historique inscrit dans la longue durée

Aux origines, des coteries unies pour la conquête du pouvoir

Les mentions les plus anciennes du « parti » concernent, à une époque où la société politique se résume à la mince élite des oligarchies dont la puissance ou la richesse leur permet d'aspirer au pouvoir, les factions réunies autour de puissants personnages pour la conquête de celui-ci et le partage des multiples avantages qu'il implique. Ainsi parle-t-on durant la guerre de Cent Ans d'un « parti Armagnac » et d'un « parti bourguignon » qui s'affrontent pour la conquête du chancelant trône de France. Aux XIII^e et XIV^e siècles,

* Historien, spécialiste de l'histoire politique française.

les villes d'Italie se déchirent entre les partis Guelfe et Gibelin qui opposent partisans de la primauté pontificale et fidèles de la suprématie impériale. L'Angleterre du ^{xv}^e siècle connaîtra la « guerre des Deux-Roses » qui met aux prises le parti des Lancastre et celui des York pour l'accession à la tête du pays.

Cette évocation des aspects archaïques de la notion de « partis », fort éloignés de ce que sont les formations politiques contemporaines, serait totalement dépourvue d'intérêt si elle ne mettait en évidence l'ancienneté de la raison d'être des partis politiques les plus significatifs, aujourd'hui comme hier, à savoir la conquête du pouvoir. Les luttes acharnées qui, dans tous les pays du monde, opposent, dans un combat sans merci, les candidats aux fonctions suprêmes, la nécessité, dans les pays démocratiques, d'organiser des « primaires » entre eux pour éviter des déchirements dévastateurs, disent assez l'attrait irrésistible qu'exerce la perspective de parvenir au sommet et d'avoir en main les leviers de la décision. Mais s'il est vrai que la conquête du pouvoir demeure le but fondamental, les partis politiques qui naissent à partir des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles revêtent des caractères nouveaux et beaucoup plus complexes.

Des formations proposant des réponses aux problèmes fondamentaux de la société

À partir du ^{xvii}^e siècle en Angleterre, du ^{xviii}^e siècle en Europe du Nord-Ouest et dans les colonies de peuplement américaines de l'Angleterre, du ^{xix}^e siècle en Europe centrale et méridionale, les modifications sociales qui se marquent par la diversification des sociétés et la montée des bourgeoisies ont pour effet d'élargir les sociétés politiques. Au-delà des cercles aristocratiques qui, jusqu'alors, monopolisaient le pouvoir, on voit naître une opinion publique qui prend conscience des effets sur ses conditions d'existence des décisions des gouvernements et entend les contrôler, faire entendre sa voix, voire participer aux mesures prises. Dès lors se constituent des partis politiques dont le but demeure certes la prise du pouvoir, mais cette fois pour y faire triompher les réponses qu'ils entendent apporter aux grands problèmes qui divisent leurs contemporains. Dans l'Angleterre du ^{xvii}^e siècle, déchirée par les conflits politico-religieux, le parti tory, défenseur de la prérogative royale et de l'Église établie, s'oppose au parti whig qui s'appuie sur le Parlement et sur les sectes dissidentes. Dans ce pays qui constitue

le modèle du régime parlementaire en Europe, la longue fortune au XIX^e siècle du parti libéral, héritier des whigs, s'explique moins par les hasards capricieux de scrutins insaisissables, que parce que cette formation a su s'identifier aux aspirations réformistes d'une société qui a érigé l'adaptation permanente en véritable loi. Et le Parti conservateur, issu du courant tory, ne sort de sa longue traversée du désert que du moment où il comprend que l'impérialisme colonial est devenu une nécessité pour un pays dont l'économie, fondée sur la liberté des échanges, tend à s'essouffler. En France, après 1815, c'est autour du débat de légitimité qui oppose les partisans de la monarchie absolue de droit divin à ceux qui se reconnaissent dans le principe de souveraineté de la nation que s'opère le clivage entre tenants de l'Ancien Régime et libéraux, clivage qui se retrouve dans pratiquement tous les pays de l'Europe continentale. En d'autres termes, on appelle « parti » jusqu'au dernier quart du XIX^e siècle, non pas une organisation structurée mais un courant d'opinion porteur de réponses spécifiques aux choix proposés à la société concernée. À ce stade, les partis sont des nébuleuses appuyées sur des élus, des journaux, des lieux de sociabilité qui entendent parvenir au pouvoir pour y imposer les vues de leurs membres et des fidèles qui les suivent au sein de la population.

Désormais, dans tous les pays du monde occidental, c'est la conquête dans les urnes de la majorité parlementaire qui constitue la clé de l'accession au pouvoir. Mais, sauf en France, où le suffrage universel est instauré en 1848, ce sont les élites de la société qui participent au suffrage censitaire réservant aux plus aisés les droits politiques qu'il s'agit de convaincre et de représenter en défendant leurs intérêts. On constate d'ailleurs que la création des partis politiques modernes et leur développement vont de pair avec l'extension du droit de suffrage. En Grande-Bretagne, la première grande réforme électorale, en 1832, donne naissance aux « sociétés d'enregistrement » créées par les libéraux pour permettre l'inscription sur les listes électorales des nouveaux électeurs. Pas décisif qui fait passer les partis politiques, jusqu'alors réduits à des groupes parlementaires et à des clubs où se retrouvent les élus, au début d'un maillage national. En France, malgré le suffrage universel, la loi interdit les associations de plus de vingt personnes, et ce sont d'éphémères comités électoraux, dirigés par des notables et appuyés par des journaux, qui constituent les structures essentielles des protopartis en formation. Mais la voie est désormais ouverte à la naissance des partis modernes.

Le parti politique organisé, vecteur de la vie démocratique

C'est durant le dernier quart du XIX^e siècle que le rôle des partis politiques prend un tournant décisif. Jusque-là, les formations politiques, constituées pour l'essentiel de notables, avaient pour objectif de convaincre de la pertinence de leurs objectifs et de la validité de leur action au pouvoir les groupes limités auxquels le suffrage censitaire réservait le pouvoir politique, même si l'élargissement du droit de suffrage avait progressivement inclus dans les rangs des électeurs une partie de la classe moyenne, voire l'élite ouvrière. Même en France, l'exercice du suffrage universel se réduisait à la convocation périodique de la population, le temps de glisser un bulletin dans l'urne, et le choix électoral était fréquemment dicté par le maire, le curé ou le notable local.

Or au tournant des années 1875-1880 se produit une série de transformations de grande ampleur qui vont conduire à l'invention de la démocratie. En premier lieu, la mise en place des réseaux de chemin de fer, et tout particulièrement des voies d'intérêt secondaire, créées en France par le plan Freycinet, aboutit au désenclavement des campagnes mises ainsi en contact avec le monde urbain, ses idées, ses modes, sa presse. Le service militaire et le développement de l'industrie vont dans le même sens. Les progrès de l'imprimerie font baisser le prix des journaux et l'alphabétisation croissante des populations leur permet d'en connaître le contenu. Progressivement, les pays européens élargissent le droit de suffrage et, au début du XX^e siècle, la plupart accordent le suffrage universel aux hommes ou s'en rapprochent. Aux États-Unis, quelques États donnent même aux femmes les droits politiques. L'ensemble de ces nouvelles conditions a pour résultat de transformer profondément les règles du jeu politique par ce que l'on qualifie dans de nombreux pays d'« irruption des masses dans l'aire du politique ». Si les partis de notables du XIX^e siècle ne disparaissent pas instantanément, la plupart doivent se transformer pour s'adapter aux nouvelles règles en tentant de s'organiser et de conquérir des adhérents. En France, c'est en 1901 que se crée le premier parti politique moderne par la réunion au sein du « parti, républicain, radical et radical-socialiste » des éléments, jusque-là épars, de la nébuleuse républicaine, élus, comités, journaux, loges maçonniques, sections de la Ligue des droits de l'homme fondée à l'époque de l'affaire Dreyfus, etc. Ainsi débute, dans la France de la première moitié du

XX^e siècle, l'extraordinaire fortune de ce parti, porté à ses origines par la franc-maçonnerie, mais qui va fonder son influence sur la représentation et la défense des intérêts d'une classe moyenne indépendante en plein essor qui entend porter jusqu'à leur terme les virtualités posées par la Révolution française et les valeurs politiques, sociales et philosophiques dont elle était porteuse.

Mais surtout, on voit se créer dans toute l'Europe des partis structurés, organisés, qui visent à intégrer non une simple élite politique mais les masses de la population, autour d'un projet de transformation profonde des sociétés existantes qui s'exprime dans une culture politique spécifique, constituant une véritable vision du monde partagée par les membres de larges familles politiques. Le parti politique devient ainsi le fer de lance d'une conquête du pouvoir par des courants dont les membres se retrouvent dans une nébuleuse d'associations qui participent de la même culture d'ensemble : associations professionnelles, syndicats, sociétés de pensée, lecteurs des mêmes périodiques, mutuelles, etc. Ainsi naissent en Europe les partis socialistes, puis communistes, les partis catholiques, les partis nationalistes qui présentent les mêmes caractéristiques. Désormais, les consultations électorales prennent l'allure de choix de société antagonistes et les partis politiques argumentent et informent le débat démocratique.

Nature et fonction des partis politiques

Qu'est-ce qu'un parti politique ?

L'évolution historique qui précède, tracée à grands traits, permet de comprendre ce qu'est devenu au XX^e siècle un parti politique cumulant les caractéristiques dégagées au cours des trois phases décrites plus haut.

C'est, en premier lieu, une organisation qui vise à l'exercice du pouvoir pour y faire triompher les principes exprimés dans la culture politique qu'il représente. Cette volonté d'exercer le pouvoir implique de concilier les objectifs propres du parti concerné avec les aspirations d'autres groupes de la population de manière à réaliser les arbitrages nécessaires aux intérêts contradictoires qui s'expriment dans une société complexe. Cette définition écarte d'emblée les groupes de pression défenseurs d'intérêts limités comme les groupuscules restreints attachés à la défense intransigeante d'une idéologie. En

deuxième lieu, un parti politique recherche le soutien de la population, définissant ainsi son caractère représentatif, soit en encadrant des militants nombreux, soit en attirant le vote des électeurs, de manière à assurer son accession au pouvoir. Par ailleurs, on ne saurait parler de parti politique véritable si son organisation ne lui permet pas d'atteindre, par un maillage national constitué, l'ensemble du territoire sur lequel s'opère son action. C'est dire qu'une organisation hiérarchisée et un réseau de relations entre direction nationale et structures locales est indispensable à l'encadrement de la fraction de la population sur laquelle s'étend son influence. Du même coup, ce critère laisse en dehors du champ des partis les groupes parlementaires sans répondant dans le pays ou les organisations locales sans vue d'ensemble pour la nation. Enfin, la dernière exigence pour définir un parti véritablement représentatif repose sur une durée de vie de l'organisation qui soit au moins à l'échelle de la génération, de façon qu'il réponde à une tendance profonde de l'opinion face aux problèmes posés à la société concernée. Du même coup se trouvent exclues du champ des partis les clientèles, les factions, les organisations de circonstance créées autour d'un homme sans qu'elles soient sous-tendues par une vision cohérente de la société et des problèmes qui s'y posent.

Fonctions des partis politiques

Les partis politiques ainsi conçus exercent dans les sociétés contemporaines de multiples fonctions qui en ont fait des éléments constituants importants de celles-ci. Ils remplissent d'abord, de manière évidente, une fonction de représentation en rassemblant autour d'eux la fraction de la population qui se reconnaît dans la culture politique qu'ils expriment. Il leur appartient de rappeler les racines idéologiques et historiques qui caractérisent, le plus souvent sous forme d'une vulgate, la vision du monde et de la société qu'ils soutiennent, de préciser leurs conceptions institutionnelles, le modèle social qu'ils défendent, leurs vues en matière internationale. Leur rôle consiste aussi à fidéliser leurs adhérents ou leurs électeurs par la répétition d'un discours aux figures et aux termes convenus, par la répétition de rites significatifs dans de grandes manifestations, par l'utilisation de symboles spécifiques. Et surtout, cette fonction de représentation se manifeste de façon éclatante lors des joutes électorales durant lesquelles il leur appartient de conduire leurs troupes au combat en brandissant très haut la bannière des principes

qu'ils défendent et la vision de la société idéale qu'ils entendent instaurer. Par tous ces caractères, ils sont bien des vecteurs essentiels de la démocratie.

Non moins importante est la fonction de médiation qu'exercent les partis auprès des populations qui se reconnaissent dans la culture politique qu'ils expriment en traduisant dans le langage codé du politique les rejets ou les aspirations de celles-ci. Sans doute, comme toute traduction, celle-ci montre plus ou moins de fidélité à la nature du problème qu'elle se propose de résoudre. Est-il par exemple évident que la revendication du suffrage universel par le chartisme anglais dans la première moitié du XIX^e siècle constitue une réponse adéquate aux difficultés du monde ouvrier britannique confronté à la concurrence de l'industrie pourvue de machines ? À cette « question de pain et de fromage », le mouvement politique répond par l'élargissement du suffrage, supposé permettre l'expression légale des besoins de tous. En articulant dans le langage du débat accessible à l'opinion les aspirations plus ou moins confuses des groupes qu'ils entendent représenter, les partis les transforment en objectifs concrets à réaliser.

C'est en effet la fonction de réalisation qui constitue aux yeux des citoyens le but essentiel d'un parti politique cohérent. Parvenu au pouvoir, il lui appartient de faire passer dans les faits les transformations promises à ses fidèles dans le cadre des valeurs qu'exprime sa culture politique. C'est à l'aune de ces réalisations que se mesure la validité de son action et, par voie de conséquence, qu'il joue son avenir. Ainsi s'explique par exemple la longue prégnance dans la société politique française des années 1880-1930 du « parti républicain » et en particulier de sa branche radicale qui réalise dans la III^e République naissante les grandes réformes promises par son programme dans l'ordre des libertés publiques, de l'instauration de la laïcité, du développement du système éducatif, du progrès économique et social. Dans des circonstances très différentes, la modernisation entreprise dans le cadre des « Trente Glorieuses » par la V^e République à ses origines rend compte de la consolidation du régime comme de l'implantation dans l'opinion des partis gaullistes successifs qui s'identifient à celui-ci.

Or, force est de constater qu'en ce début du XXI^e siècle, l'élan qui a porté le développement des partis politiques corrélativement aux progrès de la démocratie paraît s'épuiser.

La crise et ses raisons

Le constat

Il est sans doute superflu d'insister sur la réalité de l'ampleur d'une crise des partis politiques qui atteint la plupart des grands pays européens, même si elle revêt des aspects différents d'un pays à l'autre, tant les preuves de cette crise apparaissent multiples. Pour prendre l'exemple de la France, il n'est pas anodin de constater que, depuis trois décennies, chacune des élections décisives, présidentielles ou législatives, a abouti au désaveu par les électeurs de l'équipe au pouvoir, même si, en apparence, la même formation politique paraît demeurer en place. Si le socialiste François Mitterrand se succède à lui-même à la présidence de la République en 1988, c'est en battant le RPR Jacques Chirac, Premier ministre depuis 1986. Lorsque le même Jacques Chirac est élu chef de l'État en 1995, c'est en rompant des lances avec son collègue de parti Édouard Balladur, chef du gouvernement depuis 1993. Et la réélection de Jacques Chirac à l'Élysée en 2002 résulte de l'élimination au premier tour du Premier ministre socialiste Lionel Jospin. Un processus du même ordre se produit en Italie où le président du Conseil de centre droit Silvio Berlusconi fait des allers et retours au pouvoir en alternance avec les dirigeants du centre gauche. La situation est un peu différente au Royaume-Uni et en Allemagne, où la tradition du bipartisme est installée depuis longtemps, mais l'érosion des grands partis de gouvernement (travaillistes et conservateurs au Royaume-Uni, sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates en Allemagne) les contraint à s'associer à des tiers-partis pour pouvoir constituer des majorités.

Cette usure des forces politiques à vocation gouvernementale s'explique et se complète de comportements significatifs de l'électorat qui, tous, témoignent de la défiance qu'elles inspirent désormais. Un symptôme éclairant en est la poussée de l'abstention qui atteint fréquemment des seuils spectaculaires, au point qu'il n'est pas rare que près de la moitié des électeurs boudent les urnes. Autre manifestation de la crise, le vote pour des partis extrémistes de droite ou de gauche qui peuvent se targuer de n'être pour rien dans les difficultés que connaît la population puisqu'ils n'ont jamais exercé le pouvoir et qui ont la possibilité d'affirmer sans risque qu'ils possèdent les formules magiques capables d'apporter la solution à tous les problèmes. Si une partie de l'électorat se laisse prendre à

l'appât et juge que le pari vaut d'être tenté, la plupart de ceux qui se prononcent en faveur de ces partis n'ont nullement l'intention de les conduire au pouvoir, mais veulent avant tout punir les partis de gouvernement.

Il faudrait également dans cette revue de la décrédibilisation de ces derniers faire sa part à l'émergence de mouvements sociaux issus de collectifs de base qui ne relèvent d'aucun parti, même si certains d'entre eux se placent à la remorque de ces actions spontanées : le mouvement des « Indignés », protestation multiforme contre les injustices éprouvées par la population et qui, par exemple en Espagne en 2011, se tourne contre la politique d'austérité mise en œuvre par les gouvernements successifs pour lutter contre une crise dont la spéculation financière est jugée responsable ou les grandes manifestations qui se produisent en France en 2013 pour combattre la législation autorisant le mariage homosexuel. Sans doute faudrait-il ajouter à ces multiples procédés de mise en cause du rôle des partis l'arme ravageuse de la dérision qui ravale la politique au rang d'activité grotesque suscitant la moquerie. La candidature de l'humoriste Coluche à l'élection présidentielle de 1981 en constitue un exemple, même si son retrait (alors que les sondages d'opinion lui promettaient le score flatteur de 16 % des suffrages) montre que son auteur a perçu le danger. Il n'en va pas de même de son émule italien Beppe Grillo, qui ira jusqu'au bout de son projet aux élections de février 2013, remportant avec son non-parti, le Mouvement Cinq Étoiles, un succès certain dont le résultat le plus net a été d'interdire la formation de toute majorité et de rendre l'Italie ingouvernable¹.

Des hypothèses explicatives

La première explication de la crise des partis qui vient à l'esprit réside dans la révélation des scandales politico-financiers qui mettent en évidence la collusion entre les dirigeants politiques et les milieux d'affaires. Toutefois, elle ne résiste pas à l'analyse. À toutes les époques, dans tous les pays, sous tous les régimes, on constate des scandales liés aux pratiques de corruption, les milieux d'affaires cherchant à défendre leurs intérêts en s'assurant l'appui de dirigeants politiques et ces derniers ne se montrant pas toujours insensibles à la tentation de l'enrichissement personnel ou à

1. Voir l'article d'Alice Béjà dans ce numéro, p. 98.

l'acquisition de moyens financiers facilitant leur carrière. Si leurs adversaires politiques ou la presse donnent un écho amplifié à ces scandales qui persuadent un moment l'opinion que l'ensemble du personnel politique est atteint par cette gangrène, les suites judiciaires ramènent le phénomène à de plus justes proportions, celles qui concernent quelques individus isolés. Et à aucun moment, les partis politiques n'ont été durablement atteints par ces affaires.

La crise qui atteint depuis environ trois décennies les partis politiques, spécifiquement en Europe, paraît d'une tout autre ampleur, dans la mesure où elle semble liée à des causes structurelles de longue durée et non à des incidents spectaculaires, mais sans lendemain, comme la crise de Panama en 1892, l'affaire Stavisky en 1934, ou, sans doute, l'affaire Cahuzac en 2013. Pour l'essentiel, elle paraît résider dans le décalage entre le périmètre d'action des partis politiques qui s'opère à l'échelle des États concernés et les phénomènes techniques, économiques et sociaux qui se déroulent à l'échelle d'une planète mondialisée en ignorant les frontières étatiques, mais en ayant une influence directe sur la vie quotidienne et les conditions d'existence des citoyens. De ce fait, une importante partie des politiques nationales échappe à l'initiative des gouvernements élus démocratiquement et fait peser sur eux une série de contraintes qui rendent illusoire des projets de société et cultures politiques partisans. Trois phénomènes ont abouti à cette situation inédite.

Dans un monde largement ouvert aux courants d'échanges mondiaux, le premier phénomène réside dans le virage pris au seuil des années 1980 à l'initiative du Premier ministre britannique Margaret Thatcher et du président américain Ronald Reagan pour tourner le dos au keynésianisme et pour diminuer le rôle de l'État, réhabiliter le profit, déréguler l'économie et la finance, créant ainsi un nouveau modèle libéral qui va s'imposer à l'ensemble du monde. Du même coup, disparaît, à moins de se réfugier dans un impossible isolement, la possibilité pour les partis politiques de proposer un modèle alternatif de société. Les socialistes français, qui parviennent au pouvoir en 1981 sur un projet de rupture avec le capitalisme, en feront l'amère expérience, contraints en 1983, à l'issue de trois dévaluations successives du franc, de rentrer dans le rang et d'accepter dans les faits, sans le reconnaître ouvertement, la « pensée unique ». Désormais, dans l'ordre économique et social, la marge de manœuvre des partis se résume à la gestion des contraintes que fait peser la loi du marché sur l'économie du pays et les clivages

entre les partis de gouvernement soumis aux mêmes contraintes deviennent indiscernables.

Le deuxième facteur du changement est la poursuite de la construction européenne qui aboutit à des transferts de souveraineté des États vers l'Union européenne et à la création au début du XXI^e siècle d'une monnaie unique, l'euro. Désormais, les normes européennes dans différents secteurs s'imposent aux règles et aux lois nationales et diminuent d'autant les possibilités pour les partis politiques de soumettre aux électeurs des projets qui s'éloigneraient de ces règles ou qui apparaîtraient en contradiction avec les vœux des autres partenaires de l'Union. En particulier la dévaluation monétaire, qui a longtemps permis, au prix d'une érosion de la monnaie, de rétablir les équilibres économiques, est désormais impossible en raison de l'existence de la monnaie unique.

Enfin, la crise économique qui atteint le monde depuis 2008 a révélé les effets d'une mondialisation entamée de longue date et qui, moyennant les progrès technologiques et la rapidité des transports, permet aux hommes, aux capitaux, voire aux entreprises elles-mêmes de se déplacer au gré de leurs intérêts d'un bout à l'autre de la planète, sans que les États aient réellement la possibilité d'infléchir ces courants. Du même coup, les véritables pouvoirs échappent en grande partie aux États sur lesquels les partis peuvent agir pour passer aux experts (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Commission européenne, Banque centrale européenne) ou aux courants économiques et financiers qui parcourent la planète (marchés, fonds de pension, agences de notation...).

Dans cet univers mondialisé, quel rôle peuvent désormais remplir les partis politiques ? La limitation des marges de manœuvre des États se répercute *a fortiori* sur les fonctions qui étaient les leurs. Sans doute peuvent-ils en apparence continuer à jouer le rôle de vecteurs de la démocratie dans un cadre national qui concerne les secteurs demeurant dans le périmètre d'action de l'État. Mais leurs fonctions cessent d'être opératoires à l'articulation entre les citoyens et le pouvoir, dès lors que celui-ci s'exerce dans un cadre transnational qui échappe à leur action. La crise des partis politiques est ainsi la sanction de leur impuissance constatée par les populations à pouvoir véritablement appréhender les leviers de la décision dans les domaines fondamentaux des questions économiques et sociales. Il en résulte une profonde crise de la représentation, les partis cessant de remplir leur fonction traditionnelle d'interprètes des forces sociales dans la sphère du pouvoir politique. S'ils

conservent des militants dévoués et convaincus, des élus et des cadres, ceux-ci ne constituent qu'une très faible minorité au sein de la population. Mais ils ne peuvent plus compter sur le vote automatique en leur faveur de catégories entières de la société. Ils doivent désormais s'employer à tenter de séduire un électorat volatil et sceptique et à le convaincre que l'offre qu'ils lui proposent est susceptible de répondre au malaise qu'il éprouve.

Mais cette crise des partis politiques révèle en fait une crise de la démocratie. Pour équilibrer le poids des forces qui, depuis les années 1980, modifient la physionomie du monde, il n'existe pas de partis mondiaux et même pas de partis européens véritables, ceux qui se sont organisés dans un Parlement européen, aux pouvoirs d'ailleurs limités, n'étant que des regroupements administratifs. Le rétablissement de l'équilibre démocratique exigerait l'achèvement d'une construction européenne arrêtée au milieu du gué, où des partis européens organisés et cohérents pourraient reprendre les fonctions de porte-voix des citoyens dans un Parlement doté d'un véritable pouvoir de contrôle de l'exécutif central responsable devant lui.

Serge Berstein